



Montreuil, le 26/11/2020

GROUPE DE TRAVAIL du 25 novembre 2020

ACTUALITÉ DE LA FONCTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DE L'ÉTAT

DESTRUCTION DE LA FONCTION COMPTABLE

Ce GT concerne l'actualité de la fonction financière et comptable de l'Etat.

Cette actualité s'inscrit dans un double mouvement d'apologie des réformes engagées ainsi que d'insertion des projets dans la nouvelle politique de démétropolisation engagée par le gouvernement.

L'auto-satisficite concernant le déploiement des SFACT est criant. Ces derniers sont présentés comme de véritables atouts comparés au mode de fonctionnement de contrôle dit "classique".

L'approche quantitative du contrôle des flux financiers y est mis en avant. La recherche de raccourcissement des délais de paiements dans la chaîne de paiement tourne à une véritable obsession.

Or, le grand absent de ce sujet d'actualité présenté par la direction générale est bien l'agent, où son rôle doit bien se cantonner à concourir à la productivité et l'accélération des flux de dépenses.

Ce qui est bien mis en avant, c'est la mise en place de nouveau services facturiers (SFACT), sans concertation et dans la plus grande ignorance du bien-être des agents et dans le mépris de toute concertation sérieuse.

Cette poursuite de la destruction de la séparation ordonnateur-comptable et plus largement de toute la fonction comptable fait d'ailleurs écho aux réassignations comptables également analysées dans ce groupe de travail : le Service de la fonction financière et comptable de l'État a pris l'attache du secrétariat général du ministère de la Justice et du secrétariat général du ministère des Armées en vue de la centralisation de ses assignations.

Ces centralisations doivent s'insérer dans le plus grand respect de la nouvelle démarche de démétropolisation.

Elle conduit notamment à une hyperspécialisation des services de liaison paye dans quelques villes préalablement choisies. La politique de suppression d'emploi et de destruction des missions à la DGFIP trouve ainsi un appui supplémentaire dans cette réorganisation.

Parallèlement, toutes les applications informatiques liées à la fonction financière sont réécrites.

Le logiciel de paye qui a donné satisfaction depuis des années est traduit dans un langage moderne en s'appuyant prétendument sur les utilisateurs. La vérité est surtout ailleurs : la DGFIP est dépossédée de ses outils de travail et le nouveau logiciel a été confié sans concertation à des sociétés privées, ce que la CGT a dénoncé depuis maintenant des années

Les logiciels de caisse et de comptabilité suivent la même direction : leur réécriture vise à s'adapter à une centralisation du fonctionnement et s'inscrit dans la volonté du « zéro cash » pour ce qui est du logiciel de caisse.

La CGT n'a jamais accepté ces rencontres visant à auto promouvoir des réformes délétères pour les agents, pour les usagers, comme pour la DGFIP en termes de missions et d'emplois notamment.

En marquant son refus de la mise en place du Nouveau de proximité, de la démétropolisation, du « zéro cash », de réformes non concertées et ignorant les agents, la CGT ne s'associe pas à ce groupe de travail qui continue de détruire le réseau.

Communiqué de la CGT Finances Publiques

✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgifp.finances.gouv.fr Suivez-nous sur facebook ou twitter : @cgt_finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) | @cgt_finpub (CGT Finances Publiques)

